

RCS : POITIERS Code greffe : 8602

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de POITIERS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2005 B 00284 Numéro SIREN : 482 395 308 Nom ou dénomination : DMS

Ce dépôt a été enregistré le 17/07/2019 sous le numéro de dépôt 3165

1

BILAN - ACTIF

DGFIP N° 2050 2019

Désignation de l'entreprise : DMS		Durée de l'exercice exprimée en nombre de mois* 12		
Adresse de l'entreprise RUE BESSIE COLEMAN		Durée de l'exercice précédent* 16		
Numéro SIRET* 4 8 2 3 9 5 3 0 8 0 0 0 1 8		Néant ☐ *		
		Exercice N clos le, 13 11 22 01 8		
		N-1 13 11 22 01 7		
		Net 3		
		Net 4		
Capital souscrit non appelé (I)		AA		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Frais d'établissement *	AB	AC	
	Frais de développement *	CX	CQ	
	Concessions, brevets et droits similaires	AF	AG	
	Fonds commercial (1)	AH	AI	
	Autres immobilisations incorporelles	AJ	AK	
	Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	AL	AM	
	Terrains	AN	AO	
	Constructions	AP	AQ	
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	AR	AS	
	Autres immobilisations corporelles	AT	AU	
Immobilisations en cours	AV	AW		
Avances et acomptes	AX	AY		
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES (2)	Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence	CS	CT	
	Autres participations	CU	CV	
	Créances rattachées à des participations	BB	BC	
	Autres titres immobilisés	BD	BE	
	Prêts	BF	BG	
Autres immobilisations financières*	BH	BI		
TOTAL (II)		BJ	BK	
ACTIF CIRCULANT	STOCKS *	Matières premières, approvisionnements	BL	BM
		En cours de production de biens	BN	BO
		En cours de production de services	BP	BQ
		Produits intermédiaires et finis	BR	BS
		Marchandises	BT	BU
	CRÉANCES	Avances et acomptes versés sur commandes	BV	BW
		Clients et comptes rattachés (3)*	BX	BY
		Autres créances (3)	BZ	CA
		Capital souscrit et appelé, non versé	CB	CC
		Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)	CD	CE
DIVERS	Disponibilités	CF	CG	
	Charges constatées d'avance (3)*	CH	CI	
	TOTAL (III)	CJ	CK	
	Frais d'émission d'emprunt à évaluer (IV)	CW		
	Primes de remboursement des obligations (V)	CM		
Ecart de conversion actif* (VI)	CN			
TOTAL GÉNÉRAL (I à VI)		CO	IA	
Renvois : (1) Dont droit au bail 20 000		(2) Part à moins d'un an des immobilisations financières nettes	CP	
Clause de réserve de propriété *		(3) Part à plus d'un an	CR	
Immobiliations		Stocks :	Créances	

CERTIFIÉ CONFORME
À L'ORIGINAL

Désignation de l'entreprise : DMS

Néant ☐

				Exercice N		Exercice N-1	
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel (1)* (Dont versé : 5 000)			DA	5 000	5 000	
	Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...			DB			
	Ecart de réévaluation (2)* (dont écart d'équivalence EK)			DC			
	Réserve légale (3)			DD	500	500	
	Réserves statutaires ou contractuelles			DE			
	Réserves réglementées (3)* (Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours B1)			DF			
	Autres réserves (Dont réserve relative à l'achat d'oeuvres originales d'artistes vivants* EJ)			DG	37 543	36 212	
	Report à nouveau			DH			
	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)			DI	6 112	81 332	
	Subventions d'investissement			DJ			
	Provisions réglementées *			DK			
	TOTAL (I)			DL	49 155	123 043	
	Autres fonds propres	Produit des émissions de titres participatifs			DM		
Avances conditionnées			DN				
TOTAL (II)			DO				
Provisions pour risques et charges	Provisions pour risques			DP			
	Provisions pour charges			DQ			
	TOTAL (III)			DR			
DETTES (4)	Emprunts obligataires convertibles			DS			
	Autres emprunts obligataires			DT			
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)			DU	508 060	599 936	
	Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs EI)			DV	31 235	216 126	
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			DW			
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés			DX	387 680	335 861	
	Dettes fiscales et sociales			DY	69 453	79 651	
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			DZ	4 584		
	Autres dettes			EA		8	
Compte régulier	Produits constatés d'avance (4)			EB	5 836	2 588	
TOTAL (IV)			EC	1 006 849	1 234 170		
Ecart de conversion passif * (V)			ED				
TOTAL GÉNÉRAL (I à V)			EE	1 056 004	1 357 213		
RENVIS	(1)	Ecart de réévaluation incorporé au capital			IB		
	(2)	Dont	Réserve spéciale de réévaluation (1959)	IC			
			Ecart de réévaluation libre	ID			
			Réserve de réévaluation (1976)	IE			
	(3)	Dont réserve spéciale des plus-values à long terme *			EF		
	(4)	Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an			EG	691 932	843 236
	(5)	Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			EH		30 585

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

Désignation de l'entreprise :		DMS		Exercice N		Exercice (N-1)		
		France		Exportations et livraisons intracommunautaires		Total		
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises*	FA		FB		FC		
	Production vendue	biens* services*	FD		FE		FF	
			FG	1 888 503	FH		FI	1 888 503
	Chiffres d'affaires nets*	FJ	1 888 503	FK		FL	1 888 503	2 318 312
	Production stockée*					FM		
	Production immobilisée*					FN		
	Subventions d'exploitation					FO		
	Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges* (9)					FP	42 932	62 888
	Autres produits (1) (11)					FQ	4	38
	Total des produits d'exploitation (2) (I)						FR	1 931 439
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises (y compris droits de douane)*					FS	4 547	2 091
	Variation de stock (marchandises)*					FT	(1 564)	1 053
	Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)*					FU	30 517	(1 013)
	Variation de stock (matières premières et approvisionnements)*					FV	(2 770)	8 510
	Autres achats et charges externes (3) (6 bis) *					FW	1 274 480	1 455 266
	Impôts, taxes et versements assimilés*					FX	42 507	38 027
	Salaires et traitements*					FY	284 319	356 358
	Charges sociales (10)					FZ	74 641	99 908
	DOTATIONS D'EXPLOITATION	Sur immobilisations	- dotations aux amortissements*			GA	175 809	231 978
			- dotations aux provisions			GB		
		Sur actif circulant : dotations aux provisions*			GC			
		Pour risques et charges : dotations aux provisions			GD			
	Autres charges (12)					GE	28 854	32 998
	Total des charges d'exploitation (4) (II)						GF	1 911 338
1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)						GG	20 101	156 062
opérations en commun	Bénéfice attribué ou perte transférée*	(III)				GH		
	Perte supportée ou bénéfice transféré*	(IV)				GI		
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations (5)					GJ	608	6 489
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)					GK		
	Autres intérêts et produits assimilés (5)					GL	0	0
	Reprises sur provisions et transferts de charges					GM		
	Différences positives de change					GN		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement					GO		
	Total des produits financiers (V)					GP	608	6 489
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations financières aux amortissements et provisions*					GQ		
	Intérêts et charges assimilées (6)					GR	11 410	25 453
	Différences négatives de change					GS		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement					GT	26	
	Total des charges financières (VI)					GU	11 436	25 453
2 - RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)						GV	(10 828)	(18 964)
3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI)						GW	9 273	137 098

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code Général des Impôts)

Désignation de l'entreprise

DMS

Néant ☐ *

		Exercice N		Exercice N-1	
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	HA	4 733	4 995	
	Produits exceptionnels sur opérations en capital *	HB		75	
	Reprises sur provisions et transferts de charges	HC		30 231	
	Total des produits exceptionnels (7) (VII)	HD	4 733	35 302	
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis)	HE	892	15 449	
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital *	HF		35 766	
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	HG	6 375		
	Total des charges exceptionnelles (7) (VIII)	HH	7 267	51 216	
4 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)		HI	(2 535)	(15 914)	
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)		HJ			
Impôts sur les bénéfices * (X)		HK	626	39 853	
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)		HL	1 936 780	2 423 027	
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)		HM	1 930 668	2 341 696	
5 - BÉNÉFICE OU PERTE (Total des produits - total des charges)		HN	6 112	81 332	
REVENUS	(1) Dont produits nets partiels sur opérations à long terme	HO			
	(2) Dont {	HY	IG		
	{	HP	HQ	171 605	139 557
	(3) Dont {	- Crédit bail mobilier *	- Crédit bail immobilier		
	(4) Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)	IH			
	(5) Dont produits concernant les entreprises liées	IJ			
	(6) Dont intérêts concernant les entreprises liées	IK			
	(6bis) Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art. 238 bis du C.G.I.)	HIX			
	Dont amortissement des souscriptions dans des PME innovantes (art. 217 octies)	RC			
	(6ter) Dont amortissement exceptionnel de 25% des constructions nouvelles (art. 39 quinquies D)	RD			
	(9) Dont transferts de charges	A1	42 932	26 247	
	(10) Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13)	A2			
(11) Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)	A3				
(12) Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)	A4	28 849	32 995		
(13) Dont primes et cotisations complémentaires personnelles : facultatives A6 obligatoires A9					
(7) Détail des produits et charges exceptionnels (Si le nombre de lignes est insuffisant, reproduire le cadre (7) et le joindre en annexe)		Exercice N			
Pénalités et amendes		Charges exceptionnelles		Produits exceptionnels	
		53			
Régularisation compte tiers		839		4 733	
Dotations dépréciation dépôt de garantie		6 375			
(8) Détail des produits et charges sur exercices antérieurs :		Exercice N			
		Charges antérieures		Produits antérieurs	

* Les explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2018 au 31/12/2018

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 1 056 004.25 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont le chiffre d'affaires est de 1 888 502.78 Euros et dégageant un bénéfice de 6 111.79 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2018 au 31/12/2018. contrairement à l'exercice précédent ayant une durée de 16 mois.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

Une convention d'intégration fiscale dont le groupe se compose des sociétés suivantes a pris effet le 01/01/2011 (8ème exercice d'intégration) :

- SAS DSD HOLDING
- SAS DMS

La société tête de groupe est la SAS DSD HOLDING, 5 boulevard Anatole France - 19100 BRIVE LA GAILLARDE - N° SIRET = 49920309900027

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

La société a acquis le 01/03/2018 le fonds de commerce situé 10 avenue de Royat - 63 122 CEYRAT.

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

(PCG Art. 831-1/1)

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général 2016.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2014-03 et des règlements ANC 2015-06 et 2016-07 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2018 au 31/12/2018

Informations relatives au CICE

Il a été comptabilisé en déduction des frais de personnel un produit relatif à l'application du CICE (crédit d'impôt compétitivité emploi) pour un montant de 17 096 €. La société n'a demandé aucun préfinancement au titre de ce mécanisme.

L'utilisation du CICE dans l'entreprise

Le CICE a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises. Au titre de l'année civile écoulée, nous avons dégagé un crédit d'impôt de 17 096 €, que nous avons affecté principalement à des efforts en matière de :

Description des efforts	Montant
- investissement :	17 096
- recherche :	
- d'innovation :	
- formation :	
- recrutement :	
- prospection de nouveaux marchés :	
- transition écologique et énergétique :	
- reconstitution des fonds de roulement :	
Total	17 096

Il n'a donc permis ni de financer une hausse de la part des bénéfices distribués, ni d'augmenter les rémunérations des dirigeants.

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

ANNEXE

Exercice du 01/01/2018 au 31/12/2018

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles TOTAL	92 698		200
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	309 433		36 449
Installations générales agencements aménagements divers	1 498 031		88 913
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	18 413		7 253
TOTAL	1 825 876		132 615
Prêts, autres immobilisations financières	70 649		2 730
TOTAL	70 649		2 730
TOTAL GENERAL	1 989 224		135 545

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles TOTAL			92 898	92 898
Installations techniques, Matériel et outillage industriel			345 882	345 882
Installations générales agencements aménagements divers			1 586 944	1 586 944
Matériel de bureau et informatique, Mobilier			25 666	25 666
TOTAL			1 958 491	1 958 491
Prêts, autres immobilisations financières			73 380	73 380
TOTAL			73 380	73 380
TOTAL GENERAL			2 124 769	2 124 769

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice	Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles TOTAL	11 230	3 238		14 468
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	253 969	32 226		286 195
Installations générales agencements aménagements divers	871 995	137 012		1 009 007
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	14 300	3 332		17 632
TOTAL	1 140 263	172 571		1 312 834
TOTAL GENERAL	1 151 493	175 809		1 327 302

Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Autres immob.incorporelles TOTAL	3 238				
Instal.techniques matériel outillage indus.	32 226				
Instal.générales agenc.aménag.divers	137 012				
Matériel de bureau informatique mobilier	3 332				
TOTAL	172 571				
TOTAL GENERAL	175 809				

ANNEXE

Exercice du 01/01/2018 au 31/12/2018

Etat des provisions

Provisions pour dépréciation	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Sur autres immobilisations financières		6 375			6 375
TOTAL		6 375			6 375
TOTAL GENERAL		6 375			6 375
Dont dotations et reprises exceptionnelles		6 375			

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres immobilisations financières	73 380	- 0	73 380
Autres créances clients	19 683	19 683	
Taxe sur la valeur ajoutée	63 584	63 584	
Divers état et autres collectivités publiques	4 409	4 409	
Groupe et associés	71 002	71 002	
Débiteurs divers	1 383	1 383	
Charges constatées d'avance	49 955	49 955	
TOTAL	283 396	210 016	73 380

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes ets crédit à 1 an maximum à l'origine	386	386		
Emprunts et dettes ets crédit à plus de 1 an à l'origine	507 675	192 758	314 917	
Fournisseurs et comptes rattachés	387 680	387 680		
Personnel et comptes rattachés	31 406	31 406		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	17 030	17 030		
Taxe sur la valeur ajoutée	13 407	13 407		
Autres impôts taxes et assimilés	7 610	7 610		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	4 584	4 584		
Groupe et associés	31 235	31 235		
Produits constatés d'avance	5 836	5 836		
TOTAL	1 006 849	691 932	314 917	
Emprunts souscrits en cours d'exercice	125 000			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	186 203			

Composition du capital social

(PCG Art. 831-3 et 832-13)

Différentes catégories de titres	Valeurs nominales en euros	Nombre de titres			
		Au début	Créés	Remboursés	En fin
Actions	10.0000	500			500

ANNEXE

Exercice du 01/01/2018 au 31/12/2018

Fonds commercial

(Code du Commerce Art. R 123-186; PCG Art. 831-2/10)

Nature	Montant des éléments				Montant de la dépréciation
	Achetés	Réévalués	Reçus en apport	Global	
Fonds Poitiers Porteau	52 800			52 800	
Fonds Ceyrat	200			200	
Total	53 000			53 000	

Le règlement n°2015-06 du 23 novembre 2015 de l'ANC introduit la possibilité d'amortir le fonds de commerce pour les fonds de commerce dont l'utilisation est limitée dans le temps. L'entreprise doit apprécier à chaque clôture s'il existe un indice montrant qu'un actif a pu perdre de sa valeur. Que la durée d'utilisation soit limitée ou non, les éléments de l'actif immobilisé font l'objet d'une dépréciation lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Pour rappel le fonds de commerce est un élément fongible qui se consomme par l'usage et qui peut être remplacé par des choses de même nature, de même quantité ou de même qualité.

La SAS DMS détient un fonds de commerce situé à Poitiers inscrit à l'actif pour une valeur de 52 800 € d'une durée d'utilisation illimitée. La valeur d'un fonds de commerce pour une activité de club de remise en forme peut s'apprécier pour un montant proche de 100 % du CA. Le club a réalisé un CA de 428 245 € en 2018.

La SAS DMS détient un fonds de commerce situé à Ceyrat inscrit à l'actif pour une valeur de 200 € d'une durée d'utilisation illimitée. La valeur d'un fonds de commerce pour une activité de club de remise en forme peut s'apprécier pour un montant proche de 100 % du CA. Le club a réalisé un CA de 231 001 € sur 12 mois en 2018.

Aucune dépréciation n'a été constatée car il n'y a pas d'indice de perte de valeur avérée.

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2018 au 31/12/2018

Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Logiciels informatiques	Linéaire	2 à 5 ans
Matériel	Linéaire	1 à 7 ans
Agencements	Linéaire	3 à 10 ans
Matériel de bureau et inform	Linéaire	3 à 4 ans
Mobilier	Linéaire	4 à 5 ans

Evaluation des matières et marchandises

(PCG Art. 831-2)

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition selon la méthode du dernier prix d'achat connu.

Les frais de stockage n'ont pas été pris en compte pour l'évaluation des stocks.

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Une dépréciation est constatée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Créances clients et comptes rattachés	3 884
Autres créances	5 489
Total	9 373

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	386
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	30 059
Dettes fiscales et sociales	25 505
Total	55 950

ANNEXE

Exercice du 01/01/2018 au 31/12/2018

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance		Montant
Charges d'exploitation		49 955
Total		49 955
Produits constatés d'avance		Montant
Produits d'exploitation		5 836
Total		5 836

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -

Effectif moyen

(PCG Art. 831-3)

	Personnel salarié
Employés	13
Total	13

Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 4 350 euros, décomposés de la manière suivante :

- honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes : 4 350 euros

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

Dettes garanties par des sûretés réelles

(PCG Art. 531-2/9)

	Montant garanti
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	407 990
Total	407 990

Détail des dettes garanties par des sûretés réelles

Emprunt du : CREDIT AGRICOLE
Montant initial de cette garantie : 604 000
Montant restant dû en capital : 139 563
Date de fin d'échéance de la garantie : 30/06/2020
Nature de la sûreté réelle : Nantissement du fonds de commerce situé 14 avenue
Jean Charles Rivet - 19100 BRIVE LA GAILLARDE

Emprunt du : CIC (emprunt 80 K€)
Montant initial de cette garantie : 40 000
Montant restant dû en capital : 9 774
Date de fin d'échéance de la garantie : 10/07/2019
Nature de la sûreté réelle : Nantissement de compte bancaire rémunéré

Emprunt du : CREDIT AGRICOLE

ANNEXE

Exercice du 01/01/2018 au 31/12/2018

Montant initial de cette garantie : 450 000
Montant restant dû en capital : 241 597
Date de fin d'échéance de la garantie : 18/08/2022
Nature de la sûreté réelle : Nantissement du fonds de commerce situé 2 rue
: Bessie Coleman - 86000 POITIERS

Emprunt du : CAISSE EPARGNE
Montant initial de cette garantie : 20 000
Montant restant dû en capital : 17 056
Date de fin d'échéance de la garantie : 05/03/2023
Nature de la sûreté réelle : Nantissement du fonds de commerce situé 10 avenue
: de Royat - CC Intermarché - 63 122 CEYRAT

Engagements financiers

(PCG Art. 531-2/9)

Engagements reçus

Avals cautions accordés	241 229
Total	241 229

Détail des cautions données

Caution donnée au profit du : CREDIT AGRICOLE
Nom des personnes ayant donné leur caution : DSD HOLDING
Montant initial de la caution : 95 000
Montant restant dû de la caution : 91 892

Caution donnée au profit du : CREDIT AGRICOLE
Nom des personnes ayant donné leur caution : SIAGI GARANTIE IMMOBILIERE (60 % limité à 24
Montant initial de la caution : 240 000
Montant restant dû de la caution : 139 563

Caution donnée au profit du : CIC
Nom des personnes ayant donné leur caution : CHRISTOPHE DELOUCHE
Montant initial de la caution : 80 000
Montant restant dû de la caution : 9 774

ANNEXE

Exercice du 01/01/2018 au 31/12/2018

Crédit bail

(Code monétaire et financier R 313-14; PCG Art.531-2/9)

Nature	Terrains	Constructions	Instal.Matériel et Outillage	Autres	Total
Valeur d'origine			800 516		800 516
Amortissements					
- cumuls exercices antérieurs			117 821		117 821
- dotations de l'exercice			157 825		157 825
Total			275 646		275 646
Redevances payées					
- cumuls exercices antérieurs			127 726		127 726
- exercice			172 026		172 026
Total			299 752		299 752
Redevances restant à payer					
- à un an au plus			165 821		165 821
- entre 1 et 5 ans			393 322		393 322
Total			559 143		559 143
Valeur résiduelle					
- à un an au plus			2 019		2 019
- entre 1 et 5 ans			66 501		66 501
Total			68 520		68 520
Montant en charge sur l'exercice			171 605		171 605

Engagement en matière de pensions et retraites

(PCG Art. 531-2/9, Art. 832-13)

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite.
Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite.
Compte tenu de l'âge et de l'ancienneté du personnel, le montant des indemnités de départ en retraite n'est pas significatif.
Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au titre de cet exercice.

- INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES -

Produits et charges exceptionnels

(PCG Art. 831-2/13)

Nature	Montant	imputé au compte
Produits exceptionnels		
- Régularisation compte tiers	4 733	
Total	4 733	
Charges exceptionnelles		
- Pénalités et amendes	53	
- Régularisation compte tiers	839	
- Dotations dépréciations dépôt de garanti	6 375	
Total	7 267	

ANNEXE

Exercice du 01/01/2018 au 31/12/2018

Transferts de charges

(PCG Art. 831-2/13)

Nature	Montant
Remboursement d'assurance	18 545
Refacturation de charges	12 620
Avantages en nature véhicules	9 193
Aide à l'embauche	2 575
Total	42 933

DMS

Société par actions simplifiée au capital de 5 000 euros
Siège social : Rue Bessie Coleman, 86000 POITIERS

482 395 308 RCS POITIERS

**DÉCISION D'AFFECTATION DU RÉSULTAT
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2018**

**DÉCISIONS DE L'ASSOCIÉE UNIQUE
DU 28 MAI 2019**

L'associée unique décide d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2018 s'élevant à 6 111,79 euros de la manière suivante :

Bénéfice de l'exercice 6 111,79 euros

Au compte "autres réserves" 6 111,79 euros
qui s'élève ainsi à 43 654,91 euros.

Conformément à la loi, l'associée unique prend acte que les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

Exercice clos le 31 août 2015 :

240 000 euros, soit 480 euros par titre, intégralement éligibles à l'abattement de 40 %.

Exercice clos le 31 août 2016 : Néant

Exercice clos le 31 décembre 2017 :

80 000 euros, soit 160 euros par titre, intégralement éligible à l'abattement de 40 %.

Certifié conforme
La Présidente

DSD HOLDING

Repr. par la société CDH

Elle-même repr. Christophe DELOUCHE





B.T.B. AUDIT

Michel BARTHELEMY,
Arnaud TRASSOUDAIN &
Marie-Pierre BARTHELEMY
Commissaires aux comptes

15 Rue Cugnot
63540 ROMAGNAT

Tél. 04 73 35 32 50
Fax. 04 73 35 11 84
Email. contact@btbassocies.fr

DMS

Société par Actions Simplifiée au capital de 5 000 €

Rue Bessie Coleman
86000 POITIERS

R.C.S. Poitiers n°482 395 308

Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2018

Société à responsabilité limitée
au capital de 239 289 €
R.C.S. CLERMONT-FERRAND 819 887 027
SIRET : 819 887 027 00012
APE : 6920 Z

Membre de la Compagnie Régionale
des Commissaires aux Comptes de Riom





A l'associée unique de la société DMS,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société DMS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la présidente.



Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances



susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Romagnat, le 24 mai 2019

Pour la société **B.T.B. AUDIT**
Commissaires aux comptes



Arnaud TRASSOU DAINE
Gérant

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2018 12			Exercice N-1 31/12/2017 16	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net	Euros	%
	Capital souscrit non appelé (I)						
ACTIF IMMOBILISÉ	Immobilisations incorporelles						
	Frais d'établissement						
	Frais de développement						
	Concessions, brevets et droits similaires	19 898	14 468	5 430	8 668	- 3 238	- 37. 36
	Fonds commercial (1)	73 000		73 000	72 800	200	0. 27
	Autres immobilisations incorporelles						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains						
	Constructions						
	Installations techniques, matériel et outillage	345 882	286 195	59 687	55 464	4 223	7. 61
	Autres immobilisations corporelles	1 612 610	1 026 639	585 971	630 149	- 44 178	- 7. 01
	Immobilisations en cours						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations financières (2)						
	Participations mises en équivalence						
	Autres participations						
	Créances rattachées à des participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts						
	Autres immobilisations financières	73 380	6 375	67 005	70 649	- 3 645	- 5. 16
	Total II	2 124 769	1 333 677	791 092	837 730	- 46 638	- 5. 57
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours						
	Matières premières, approvisionnements	11 129		11 129	8 359	2 770	33. 14
	En-cours de production de biens						
	En-cours de production de services						
	Produits intermédiaires et finis						
	Marchandises	5 281		5 281	3 717	1 564	42. 08
	Avances et acomptes versés sur commandes	12 001		12 001	12 701	- 701	- 5. 52
	Créances (3)						
	Clients et comptes rattachés	19 683		19 683	13 098	6 585	50. 27
	Autres créances	140 378		140 378	444 703	- 304 325	- 68. 43
	Capital souscrit - appelé, non versé						
	Valeurs mobilières de placement				5 702	- 5 702	- 100. 00
	Disponibilités	26 485		26 485	9 697	16 788	173. 12
	Charges constatées d'avance (3)	49 955		49 955	21 505	28 451	132. 30
	Total III	264 912		264 912	519 482	- 254 570	- 49. 00
Comptes de Régularisation	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)						
	Primes de remboursement des obligations (V)						
	Ecart de conversion actif (VI)						
	TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)	2 389 681	1 333 677	1 056 004	1 357 213	- 301 209	- 22. 19

(1) Dont droit au bail

20 000

(2) Dont à moins d'un an

- 0

(3) Dont à plus d'un an

EXCO CLERMONT FERRAND

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2018 12	Exercice N-1 31/12/2017 16	Ecart N / N-1	
				Euros	%
CAPITAUX PROPRES	Capital (Dont versé : 5 000) Primes d'émission, de fusion, d'apport Ecart de réévaluation	5 000	5 000		
	Réserves				
	Réserve légale	500	500		
	Réserves statutaires ou contractuelles				
	Réserves réglementées				
	Autres réserves	37 543	36 212	1 332	3.68
	Report à nouveau				
	Résultat de l'exercice (Bénéfice ou perte)	6 112	81 332	- 75 220	- 92.49
	Subventions d'investissement Provisions réglementées				
	Total I	49 155	123 043	- 73 888	- 60.05
AUTRES FONDS PROPRES	Produit des émissions de titres participatifs Avances conditionnées				
	Total II				
PROVISIONS	Provisions pour risques Provisions pour charges				
	Total III				
DETTES (1)	Dettes financières				
	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts auprès d'établissements de crédit	507 900	569 204	- 61 304	- 10.77
	Concours bancaires courants	161	30 732	- 30 571	- 99.48
	Emprunts et dettes financières diverses	31 235	216 126	- 184 890	- 85.55
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours				
	Dettes d'exploitation				
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	387 680	335 861	51 819	15.43
	Dettes fiscales et sociales	69 453	79 651	- 10 198	- 12.80
Comptes de Régularisation	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	4 584		4 584	
	Autres dettes		8	- 8	- 100.00
	Produits constatés d'avance (1)	5 836	2 588	3 248	125.52
	Total IV	1 006 849	1 234 170	- 227 320	- 18.42
	Ecart de conversion passif (V)				
	TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)	1 056 004	1 357 213	- 301 209	- 22.19

(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an

691 932

843 236

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 31/12/2018 12			Exercice N-1 31/12/2017 16		Ecart N / N-1	
	France	Exportation	Total			Euros	%
Produits d'exploitation (1)							
Ventes de marchandises							
Production vendue de biens							
Production vendue de services	1 888 503		1 888 503	2 318 312		149 769	8.61
Chiffre d'affaires NET	1 888 503		1 888 503	2 318 312		149 769	8.61
Production stockée							
Production immobilisée							
Subventions d'exploitation							
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			42 932	62 888		- 4 233	- 8.98
Autres produits			4	38		- 24	- 84.11
Total des Produits d'exploitation (I)			1 931 439	2 381 237		145 512	8.15
Charges d'exploitation (2)							
Achats de marchandises			4 547	2 091		2 979	190.00
Variation de stock (marchandises)			- 1 564	1 053		- 2 354	- 298.12
Achats de matières premières et autres approvisionnements			30 517	- 1 013		31 276	NS
Variation de stock (matières premières et autres approvisionnements)			- 2 770	8 510		- 9 153	- 143.41
Autres achats et charges externes *			1 274 480	1 455 266		183 031	16.77
Impôts, taxes et versements assimilés			42 507	38 027		13 986	49.04
Salaires et traitements			284 319	356 358		17 050	6.38
Charges sociales			74 641	99 908		- 290	- 0.39
Dotations aux amortissements et dépréciations							
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			175 809	231 978		1 825	1.05
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations							
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations							
Dotations aux provisions							
Autres charges			28 854	32 998		4 106	16.59
Total des Charges d'exploitation (II)			1 911 338	2 225 174		242 458	14.53
1 - Résultat d'exploitation (I-II)			20 101	156 062		- 96 946	- 82.83
Quotes-parts de Résultat sur opération faites en commun							
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)							
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)							

* Proratisation de l'écart en fonction du nombre de mois

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 31/12/2018 12	Exercice N-1 31/12/2017 16	Ecart N / N-1	
			Euros	%
Produits financiers				
Produits financiers de participations (3)	608	6 489	- 4 259	- 87. 51
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)	0	0	- 0	- 14. 89
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total V	608	6 489	- 4 259	- 87. 51
Charges financières				
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées (4)	11 410	25 453	- 7 680	- 40. 23
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	26		26	
Total VI	11 436	25 453	- 7 653	- 40. 09
2. Résultat financier (V-VI)	- 10 828	- 18 964	3 394	23. 87
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)	9 273	137 098	- 93 551	- 90. 98
Produits exceptionnels				
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	4 733	4 995	986	26. 32
Produits exceptionnels sur opérations en capital		75	- 56	- 100. 00
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		30 231	- 22 673	- 100. 00
Total VII	4 733	35 302	- 21 744	- 82. 13
Charges exceptionnelles				
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	892	15 449	- 10 695	- 92. 30
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		35 766	- 26 825	- 100. 00
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	6 375		6 375	
Total VIII	7 267	51 216	- 31 144	- 81. 08
4. Résultat exceptionnel (VII-VIII)	- 2 535	- 15 914	9 401	78. 76
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)				
Impôts sur les bénéfices (X)	626	39 853	- 29 264	- 97. 91
Total des produits (I+III+V+VII)	1 936 780	2 423 027	119 509	6. 58
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	1 930 668	2 341 696	174 396	9. 93
5. Bénéfice ou perte (total des produits - total des charges)	6 112	81 332	- 54 887	- 89. 98



* Proratisation de l'écart en fonction du nombre de mois

* Y compris Redevance de crédit bail mobilier
Redevance de crédit bail immobilier
(3) Dont produits concernant les entreprises liées
(4) Dont intérêts concernant les entreprises liées

171 605 139 557

ANNEXE

Exercice du 01/01/2018 au 31/12/2018

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 1 056 004.25 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont le chiffre d'affaires est de 1 888 502.78 Euros et dégageant un bénéfice de 6 111.79 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2018 au 31/12/2018. contrairement à l'exercice précédent ayant une durée de 16 mois.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

Une convention d'intégration fiscale dont le groupe se compose des sociétés suivantes a pris effet le 01/01/2011 (8ème exercice d'intégration) :

- SAS DSD HOLDING
- SAS DMS

La société tête de groupe est la SAS DSD HOLDING, 5 boulevard Anatole France - 19100 BRIVE LA GAILLARDE - N° SIRET = 49920309900027

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

La société a acquis le 01/03/2018 le fonds de commerce situé 10 avenue de Royat - 63 122 CEYRAT.

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

(PCG Art. 831-1/1)



Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général 2016.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2014-03 et des règlements ANC 2015-06 et 2016-07 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2018 au 31/12/2018

Informations relatives au CICE

Il a été comptabilisé en déduction des frais de personnel un produit relatif à l'application du CICE (crédit d'impôt compétitivité emploi) pour un montant de 17 096 €. La société n'a demandé aucun préfinancement au titre de ce mécanisme.

L'utilisation du CICE dans l'entreprise

Le CICE a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises. Au titre de l'année civile écoulée, nous avons dégagé un crédit d'impôt de 17 096 €, que nous avons affecté principalement à des efforts en matière de :

Description des efforts	Montant
- investissement :	17 096
- recherche :	
- d'innovation :	
- formation :	
- recrutement :	
- prospection de nouveaux marchés :	
- transition écologique et énergétique :	
- reconstitution des fonds de roulement :	
Total	17 096

Il n'a donc permis ni de financer une hausse de la part des bénéfices distribués, ni d'augmenter les rémunérations des dirigeants.



- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

ANNEXE

Exercice du 01/01/2018 au 31/12/2018

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles	92 698		200
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	309 433		36 449
Installations générales agencements aménagements divers	1 498 031		88 913
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	18 413		7 253
TOTAL	1 825 876		132 615
Prêts, autres immobilisations financières	70 649		2 730
TOTAL	70 649		2 730
TOTAL GENERAL	1 989 224		135 545

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles			92 898	92 898
Installations techniques, Matériel et outillage industriel			345 882	345 882
Installations générales agencements aménagements divers			1 586 944	1 586 944
Matériel de bureau et informatique, Mobilier			25 666	25 666
TOTAL			1 958 491	1 958 491
Prêts, autres immobilisations financières			73 380	73 380
TOTAL			73 380	73 380
TOTAL GENERAL			2 124 769	2 124 769

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice	Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles	11 230	3 238		14 468
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	253 969	32 226		286 195
Installations générales agencements aménagements divers	871 995	137 012		1 009 007
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	14 300	3 332		17 632
TOTAL	1 140 263	172 571		1 312 834
TOTAL GENERAL	1 151 493	175 809		1 327 302

Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Autres immob.incorporelles	3 238				
Instal.techniques matériel outillage indus.	32 226				
Instal.générales agenc.aménag.divers	137 012				
Matériel de bureau informatique mobilier	3 332				
TOTAL	172 571				
TOTAL GENERAL	175 809				



ANNEXE

Exercice du 01/01/2018 au 31/12/2018

Etat des provisions

Provisions pour dépréciation	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Sur autres immobilisations financières		6 375			6 375
TOTAL		6 375			6 375
TOTAL GENERAL		6 375			6 375
Dont dotations et reprises exceptionnelles		6 375			

Etat des échéances des créances et des dettes

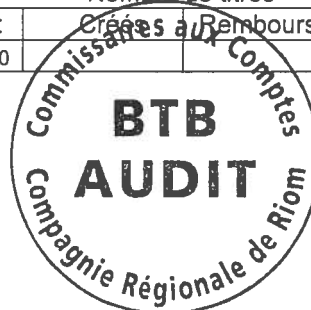
Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres immobilisations financières	73 380	- 0	73 380
Autres créances clients	19 683	19 683	
Taxe sur la valeur ajoutée	63 584	63 584	
Divers état et autres collectivités publiques	4 409	4 409	
Groupe et associés	71 002	71 002	
Débiteurs divers	1 383	1 383	
Charges constatées d'avance	49 955	49 955	
TOTAL	283 396	210 016	73 380

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes ets crédit à 1 an maximum à l'origine	386	386		
Emprunts et dettes ets crédit à plus de 1 an à l'origine	507 675	192 758	314 917	
Fournisseurs et comptes rattachés	387 680	387 680		
Personnel et comptes rattachés	31 406	31 406		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	17 030	17 030		
Taxe sur la valeur ajoutée	13 407	13 407		
Autres impôts taxes et assimilés	7 610	7 610		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	4 584	4 584		
Groupe et associés	31 235	31 235		
Produits constatés d'avance	5 836	5 836		
TOTAL	1 006 849	691 932	314 917	
Emprunts souscrits en cours d'exercice	125 000			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	186 203			

Composition du capital social

(PCG Art. 831-3 et 832-13)

Différentes catégories de titres	Valeurs nominales en euros	Nombre de titres		
		Au début	Créés et Rémoustrés	En fin
Actions	10. 0000	500		500



ANNEXE

Exercice du 01/01/2018 au 31/12/2018

Fonds commercial

(Code du Commerce Art. R 123-186; PCG Art. 831-2/10)

Nature	Montant des éléments				Montant de la dépréciation
	Achetés	Réévalués	Reçus en apport	Global	
Fonds Poitiers Porteau	52 800			52 800	
Fonds Ceyrat	200			200	
Total	53 000			53 000	

Le règlement n°2015-06 du 23 novembre 2015 de l'ANC introduit la possibilité d'amortir le fonds de commerce pour les fonds de commerce dont l'utilisation est limitée dans le temps. L'entreprise doit apprécier à chaque clôture s'il existe un indice montrant qu'un actif a pu perdre de sa valeur. Que la durée d'utilisation soit limitée ou non, les éléments de l'actif immobilisé font l'objet d'une dépréciation lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Pour rappel le fonds de commerce est un élément fongible qui se consomme par l'usage et qui peut être remplacé par des choses de même nature, de même quantité ou de même qualité.

La SAS DMS détient un fonds de commerce situé à Poitiers inscrit à l'actif pour une valeur de 52 800 € d'une durée d'utilisation illimitée. La valeur d'un fonds de commerce pour une activité de club de remise en forme peut s'apprécier pour un montant proche de 100 % du CA. Le club a réalisé un CA de 428 245 € en 2018.

La SAS DMS détient un fonds de commerce situé à Ceyrat inscrit à l'actif pour une valeur de 200 € d'une durée d'utilisation illimitée. La valeur d'un fonds de commerce pour une activité de club de remise en forme peut s'apprécier pour un montant proche de 100 % du CA. Le club a réalisé un CA de 231 001 € sur 12 mois en 2018.

Aucune dépréciation n'a été constatée car il n'y a pas d'indice de perte de valeur avérée.

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.



ANNEXE

Exercice du 01/01/2018 au 31/12/2018

Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Logiciels informatiques	Linéaire	2 à 5 ans
Matériel	Linéaire	1 à 7 ans
Agencements	Linéaire	3 à 10 ans
Matériel de bureau et inform	Linéaire	3 à 4 ans
Mobilier	Linéaire	4 à 5 ans

Evaluation des matières et marchandises

(PCG Art. 831-2)

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition selon la méthode du dernier prix d'achat connu.

Les frais de stockage n'ont pas été pris en compte pour l'évaluation des stocks.

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Une dépréciation est constatée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Créances clients et comptes rattachés	3 884
Autres créances	5 489
Total	9 373

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	386
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	30 059
Dettes fiscales et sociales	25 505
Total	55 950



ANNEXE

Exercice du 01/01/2018 au 31/12/2018

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	49 955
Total	49 955
Produits constatés d'avance	Montant
Produits d'exploitation	5 836
Total	5 836

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -

Effectif moyen

(PCG Art. 831-3)

	Personnel salarié
Employés	13
Total	13

Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 4 350 euros, décomposés de la manière suivante :

- honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes : 4 350 euros

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

Dettes garanties par des sûretés réelles

(PCG Art. 531-2/9)

	Montant garanti
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	407 990
Total	407 990



Détail des dettes garanties par des sûretés réelles

Emprunt du : CREDIT AGRICOLE
 Montant initial de cette garantie : 604 000
 Montant restant dû en capital : 139 563
 Date de fin d'échéance de la garantie : 30/06/2020
 Nature de la sûreté réelle : Nantissement du fonds de commerce situé 14 avenue Jean Charles Rivet - 19100 BRIVE LA GAILLARDE

Emprunt du : CIC (emprunt 80 K€)
 Montant initial de cette garantie : 40 000
 Montant restant dû en capital : 9 774
 Date de fin d'échéance de la garantie : 10/07/2019
 Nature de la sûreté réelle : Nantissement de compte bancaire rémunéré

Emprunt du : CREDIT AGRICOLE

ANNEXE

Exercice du 01/01/2018 au 31/12/2018

Montant initial de cette garantie : 450 000
Montant restant dû en capital : 241 597
Date de fin d'échéance de la garantie : 18/08/2022
Nature de la sûreté réelle : Nantissement du fonds de commerce situé 2 rue
: Bessie Coleman - 86000 POITIERS

Emprunt du : CAISSE EPARGNE
Montant initial de cette garantie : 20 000
Montant restant dû en capital : 17 056
Date de fin d'échéance de la garantie : 05/03/2023
Nature de la sûreté réelle : Nantissement du fonds de commerce situé 10 avenue
: de Royat - CC Intermarché - 63 122 CEYRAT

Engagements financiers

(PCG Art. 531-2/9)

Engagements reçus

Avals cautions accordés	241 229
Total	241 229

Détail des cautions données

Cauton donnée au profit du : CREDIT AGRICOLE
Nom des personnes ayant donné leur caution : DSD HOLDING
Montant initial de la caution : 95 000
Montant restant dû de la caution : 91 892

Cauton donnée au profit du : CREDIT AGRICOLE
Nom des personnes ayant donné leur caution : SIAGI GARANTIE IMMOBILIERE (60 % limité à 240
Montant initial de la caution : 240 000
Montant restant dû de la caution : 139 563

Cauton donnée au profit du : CIC
Nom des personnes ayant donné leur caution : CHRISTOPHE DELOUCHE
Montant initial de la caution : 80 000
Montant restant dû de la caution : 9 774



ANNEXE

Exercice du 01/01/2018 au 31/12/2018

Crédit bail

(Code monétaire et financier R 313-14, PCG Art.531-2/9)

Nature	Terrains	Constructions	Instal.Matériel et Outillage	Autres	Total
Valeur d'origine			800 516		800 516
Amortissements					
- cumuls exercices antérieurs			117 821		117 821
- dotations de l'exercice			157 825		157 825
Total			275 646		275 646
Redevances payées					
- cumuls exercices antérieurs			127 726		127 726
- exercice			172 026		172 026
Total			299 752		299 752
Redevances restant à payer					
- à un an au plus			165 821		165 821
- entre 1 et 5 ans			393 322		393 322
Total			559 143		559 143
Valeur résiduelle					
- à un an au plus			2 019		2 019
- entre 1 et 5 ans			66 501		66 501
Total			68 520		68 520
Montant en charge sur l'exercice			171 605		171 605

Engagement en matière de pensions et retraites

(PCG Art. 531-2/9, Art. 832-13)

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite. Compte tenu de l'âge et de l'ancienneté du personnel, le montant des indemnités de départ en retraite n'est pas significatif. Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au titre de cet exercice.

- INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Produits et charges exceptionnels

(PCG Art. 831-2/13)

Nature	Montant	imputé au compte
Produits exceptionnels		
- Regularisation compte tiers	4 733	
Total	4 733	
Charges exceptionnelles		
- Pénalités et amendes	53	
- Régularisation compte tiers	839	
- Dotations dépréciations dépôt de garanti	6 375	
Total	7 267	



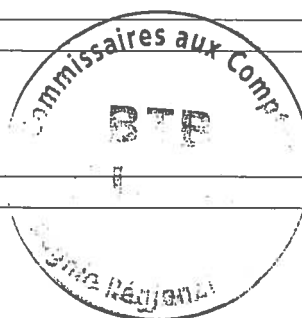
ANNEXE

Exercice du 01/01/2018 au 31/12/2018

Transferts de charges

(PCG Art. 831-2/13)

Nature	Montant
Remboursement d'assurance	18 545
Refacturation de charges	12 620
Avantages en nature véhicules	9 193
Aide à l'embauche	2 575
Total	42 933



Désignation de l'entreprise : DMS		Durée de l'exercice exprimée en nombre de mois* 12	
Adresse de l'entreprise RUE BESSIE COLEMAN		Durée de l'exercice précédent* 16	
Numéro SIRET* 4 8 2 3 9 5 3 0 8 0 0 0 1 8		Néant ☐	
		Exercice N clos le, 13 11 22 01 18	
		N-1 13 11 22 01 17	
		Net 3	
		Net 4	
Capital souscrit non appelé (I)		AA	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		AC	
Frais d'établissement *		AB	
Frais de développement *		CX	
Concessions, brevets et droits similaires		AF	
Fonds commercial (1)		AH	
Autres immobilisations incorporelles		AJ	
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles		AL	
Terrains		AN	
Constructions		AP	
Installations techniques, matériel et outillage industriels		AR	
Autres immobilisations corporelles		AT	
Immobilisations en cours		AV	
Avances et acomptes		AX	
Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence		CS	
Autres participations		CU	
Créances rattachées à des participations		BB	
Autres titres immobilisés		BD	
Prêts		BF	
Autres immobilisations financières*		BH	
TOTAL (II)		BJ	
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES (2)		BK	
Matières premières, approvisionnements		BL	
En cours de production de biens		BN	
En cours de production de services		BP	
Produits intermédiaires et finis		BR	
Marchandises		BT	
Avances et acomptes versés sur commandes		BV	
Clients et comptes rattachés (3)*		BX	
Autres créances (3)		BZ	
Capital souscrit et appelé, non versé		CB	
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)		CD	
Disponibilités		CF	
Charges constatées d'avance (3)*		CH	
TOTAL (III)		CJ	
Frais d'émission d'emprunt à évaluer (IV)		CW	
Primes de remboursement des obligations (V)		CM	
Ecart de conversion actif* (VI)		CN	
TOTAL GÉNÉRAL (I à VI)		CO	
Renvois : (1) Dont droit au bail 20 000		(2) Part à moins d'un an des immobilisations financières nettes CP (0)	
Clause de réserve de propriété *		(3) Part à plus d'un an CR	
Immobiliations		Stocks :	
		Créances	

CERTIFIÉ CONFORME
À L'ORIGINAL

Désignation de l'entreprise : DMS

Néant ☐

EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DECLARANT

			Exercice N	Exercice N-1
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel (1)* (Dont versé 5... 000)	DA	5 000	5 000
	Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	DB		
	Ecart de réévaluation (2)* (dont écart d'équivalence EK)	DC		
	Réserve légale (3)	DD	500	500
	Réserves statutaires ou contractuelles	DE		
	Réserves réglementées (3)* (Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours B1)	DF		
	Autres réserves (Dont réserve relative à l'achat d'oeuvres originales d'artistes vivants* EJ)	DG	37 543	36 212
	Report à nouveau	DH		
	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	DI	6 112	81 332
	Subventions d'investissement	DJ		
	Provisions réglementées *	DK		
	TOTAL (I)	DL	49 155	123 043
Autres fonds propres	Produit des émissions de titres participatifs	DM		
	Avances conditionnées	DN		
	TOTAL (II)	DO		
Provisions pour risques et charges	Provisions pour risques	DP		
	Provisions pour charges	DQ		
	TOTAL (III)	DR		
DETTES (4)	Emprunts obligataires convertibles	DS		
	Autres emprunts obligataires	DT		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)	DU	508 060	599 936
	Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs EI)	DV	31 235	216 126
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	DW		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	DX	387 680	333 861
	Dettes fiscales et sociales	DY	69 453	79 651
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	DZ	4 584	
	Autres dettes	EA		8
Compte régul	Produits constatés d'avance (4)	EB	5 836	2 588
	TOTAL (IV)	EC	1 006 849	1 234 170
	Ecarts de conversion passif * (V)	ED		
	TOTAL GÉNÉRAL (I à V)	EE	1 056 004	1 357 213
RENVIS	(1) Ecart de réévaluation incorporé au capital	IB		
	(2) Dont { Réserve spéciale de réévaluation (1959)	IC		
	{ Ecart de réévaluation libre	ID		
	{ Réserve de réévaluation (1976)	IE		
	(3) Dont réserve spéciale des plus-values à long terme *	EF		
	(4) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	EG	691 932	843 236
	(5) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	EH		30 585

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

Désignation de l'entreprise :		DMS		Exercice N		Exercice (N-1)		
		France		Exportations et livraisons intracommunautaires		Total		
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises*	FA		FB		FC		
	Production vendue	biens* services*	FD		FE		FF	
			FG	1 888 503	FH		FI	1 888 503
	Chiffres d'affaires nets*	FJ	1 888 503	FK		FL	1 888 503	2 318 312
	Production stockée*					FM		
	Production immobilisée*					FN		
	Subventions d'exploitation					FO		
	Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges* (9)					FP	42 932	62 888
	Autres produits (1) (11)					FQ	4	38
	Total des produits d'exploitation (2) (I)						FR	1 931 439
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises (y compris droits de douane)*					FS	4 547	2 091
	Variation de stock (marchandises)*					FT	(1 564)	1 053
	Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)*					FU	30 517	(1 013)
	Variation de stock (matières premières et approvisionnements)*					FV	(2 770)	8 510
	Autres achats et charges externes (3) (6 bis) *					FW	1 274 480	1 455 266
	Impôts, taxes et versements assimilés*					FX	42 507	38 027
	Salaires et traitements*					FY	284 319	356 358
	Charges sociales (10)					FZ	74 641	99 908
	DOTATIONS D'EXPLOITATION	Sur immobilisations	- dotations aux amortissements*			GA	175 809	231 978
			- dotations aux provisions			GB		
		Sur actif circulant : dotations aux provisions*			GC			
		Pour risques et charges : dotations aux provisions			GD			
	Autres charges (12)					GE	28 854	32 998
Total des charges d'exploitation (4) (II)						GF	1 911 338	2 225 174
1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)						GG	20 101	156 062
opérations en commun	Bénéfice attribué ou perte transférée*	(III)				GH		
	Perte supportée ou bénéfice transféré*	(IV)				GI		
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations (5)					GJ	608	6 489
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)					GK		
	Autres intérêts et produits assimilés (5)					GL	0	0
	Reprises sur provisions et transferts de charges					GM		
	Différences positives de change					GN		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement					GO		
	Total des produits financiers (V)					GP	608	6 489
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations financières aux amortissements et provisions*					GQ		
	Intérêts et charges assimilées (6)					GR	11 410	25 453
	Différences négatives de change					GS		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement					GT	26	
	Total des charges financières (VI)					GU	11 436	25 453
2 - RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)						GV	(10 828)	(18 964)
3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI)						GW	9 273	137 098

Formulaire obligatoire (article 53 A
du Code Général des Impôts)

Désignation de l'entreprise

DMS

Néant ☐ *

										Exercice N		Exercice N-1	
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion									HA	4 733	4 995	
	Produits exceptionnels sur opérations en capital *									HB		75	
	Reprises sur provisions et transferts de charges									HC		30 231	
	Total des produits exceptionnels (7) (VII)									HD	4 733	35 302	
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis)									HE	892	15 449	
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital *									HF		35 766	
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions									HG	6 375		
	Total des charges exceptionnelles (7) (VIII)									HH	7 267	51 216	
4 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)										HI	(2 535)	(15 914)	
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)										HJ			
Impôts sur les bénéfices * (X)										HK	626	39 853	
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)										HL	1 936 780	2 423 027	
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)										HM	1 930 668	2 341 696	
5 - BÉNÉFICE OU PERTE (Total des produits - total des charges)										HN	6 112	81 332	
REVENUS	(1)	Dont produits nets partiels sur opérations à long terme								HO			
	(2)	Dont	{ produits de locations immobilières								HY		
			{ produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)								IG		
	(3)	Dont	{ - Crédit bail mobilier *								HP	171 605	139 557
			{ - Crédit bail immobilier								HQ		
	(4)	Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)									IH		
	(5)	Dont produits concernant les entreprises liées									IJ		
	(6)	Dont intérêts concernant les entreprises liées									IK		
	(6bis)	Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art. 238 bis du C.G.I.)									HX		
		Dont amortissement des souscriptions dans des PME innovantes (art. 217 octies)									RC		
	(6ter)	Dont amortissement exceptionnel de 25% des constructions nouvelles (art. 39 quinquies D)									RD		
	(9)	Dont transferts de charges									A1	42 932	26 247
	(10)	Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13)									A2		
	(11)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)									A3		
	(12)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)									A4	28 849	32 995
	(13)	Dont primes et cotisations complémentaires personnelles :		facultatives	A6		obligatoires	A9					
	(7)	Détail des produits et charges exceptionnels (Si le nombre de lignes est insuffisant, reproduire le cadre (7) et le joindre en annexe)									Exercice N		
	Pénalités et amendes										Charges exceptionnelles	53	Produits exceptionnels
	Régularisation compte tiers										839		4 733
Dotations dépréciation dépôt de garantie										6 375			
(8)	Détail des produits et charges sur exercices antérieurs :									Exercice N			
										Charges antérieures		Produits antérieurs	

* Les explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DECLARANT

ANNEXE

Exercice du 01/01/2018 au 31/12/2018

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 1 056 004.25 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont le chiffre d'affaires est de 1 888 502.78 Euros et dégageant un bénéfice de 6 111.79 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2018 au 31/12/2018. contrairement à l'exercice précédent ayant une durée de 16 mois.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

Une convention d'intégration fiscale dont le groupe se compose des sociétés suivantes a pris effet le 01/01/2011 (8ème exercice d'intégration) :

- SAS DSD HOLDING
- SAS DMS

La société tête de groupe est la SAS DSD HOLDING, 5 boulevard Anatole France - 19100 BRIVE LA GAILLARDE - N° SIRET = 49920309900027

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

La société a acquis le 01/03/2018 le fonds de commerce situé 10 avenue de Royat - 63 122 CEYRAT.

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

(PCG Art. 831-1/1)

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général 2016.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2014-03 et des règlements ANC 2015-06 et 2016-07 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2018 au 31/12/2018

Informations relatives au CICE

Il a été comptabilisé en déduction des frais de personnel un produit relatif à l'application du CICE (crédit d'impôt compétitivité emploi) pour un montant de 17 096 €. La société n'a demandé aucun préfinancement au titre de ce mécanisme.

L'utilisation du CICE dans l'entreprise

Le CICE a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises. Au titre de l'année civile écoulée, nous avons dégagé un crédit d'impôt de 17 096 €, que nous avons affecté principalement à des efforts en matière de :

Description des efforts	Montant
- investissement :	17 096
- recherche :	
- d'innovation :	
- formation :	
- recrutement :	
- prospection de nouveaux marchés :	
- transition écologique et énergétique :	
- reconstitution des fonds de roulement :	
Total	17 096

Il n'a donc permis ni de financer une hausse de la part des bénéfices distribués, ni d'augmenter les rémunérations des dirigeants.

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

ANNEXE

Exercice du 01/01/2018 au 31/12/2018

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles TOTAL	92 698		200
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	309 433		36 449
Installations générales agencements aménagements divers	1 498 031		88 913
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	18 413		7 253
TOTAL	1 825 876		132 615
Prêts, autres immobilisations financières	70 649		2 730
TOTAL	70 649		2 730
TOTAL GENERAL	1 989 224		135 545

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles TOTAL			92 898	92 898
Installations techniques, Matériel et outillage industriel			345 882	345 882
Installations générales agencements aménagements divers			1 586 944	1 586 944
Matériel de bureau et informatique, Mobilier			25 666	25 666
TOTAL			1 958 491	1 958 491
Prêts, autres immobilisations financières			73 380	73 380
TOTAL			73 380	73 380
TOTAL GENERAL			2 124 769	2 124 769

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice	Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles TOTAL	11 230	3 238		14 468
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	253 969	32 226		286 195
Installations générales agencements aménagements divers	871 995	137 012		1 009 007
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	14 300	3 332		17 632
TOTAL	1 140 263	172 571		1 312 834
TOTAL GENERAL	1 151 493	175 809		1 327 302

Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Autres immob.incorporelles TOTAL	3 238				
Instal.techniques matériel outillage indus.	32 226				
Instal.générales agenc.aménag.divers	137 012				
Matériel de bureau informatique mobilier	3 332				
TOTAL	172 571				
TOTAL GENERAL	175 809				

ANNEXE

Exercice du 01/01/2018 au 31/12/2018

Etat des provisions

Provisions pour dépréciation	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Sur autres immobilisations financières		6 375			6 375
TOTAL		6 375			6 375
TOTAL GENERAL		6 375			6 375
Dont dotations et reprises exceptionnelles		6 375			

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres immobilisations financières	73 380	- 0	73 380
Autres créances clients	19 683	19 683	
Taxe sur la valeur ajoutée	63 584	63 584	
Divers état et autres collectivités publiques	4 409	4 409	
Groupe et associés	71 002	71 002	
Débiteurs divers	1 383	1 383	
Charges constatées d'avance	49 955	49 955	
TOTAL	283 396	210 016	73 380

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes ets crédit à 1 an maximum à l'origine	386	386		
Emprunts et dettes ets crédit à plus de 1 an à l'origine	507 675	192 758	314 917	
Fournisseurs et comptes rattachés	387 680	387 680		
Personnel et comptes rattachés	31 406	31 406		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	17 030	17 030		
Taxe sur la valeur ajoutée	13 407	13 407		
Autres impôts taxes et assimilés	7 610	7 610		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	4 584	4 584		
Groupe et associés	31 235	31 235		
Produits constatés d'avance	5 836	5 836		
TOTAL	1 006 849	691 932	314 917	
Emprunts souscrits en cours d'exercice	125 000			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	186 203			

Composition du capital social

(PCG Art. 831-3 et 832-13)

Différentes catégories de titres	Valeurs nominales en euros	Nombre de titres			
		Au début	Créés	Remboursés	En fin
Actions	10.0000	500			500

ANNEXE

Exercice du 01/01/2018 au 31/12/2018

Fonds commercial

(Code du Commerce Art. R 123-186; PCG Art. 831-2/10)

Nature	Montant des éléments				Montant de la dépréciation
	Achetés	Réévalués	Reçus en apport	Global	
Fonds Poitiers Porteau	52 800			52 800	
Fonds Ceyrat	200			200	
Total	53 000			53 000	

Le règlement n°2015-06 du 23 novembre 2015 de l'ANC introduit la possibilité d'amortir le fonds de commerce pour les fonds de commerce dont l'utilisation est limitée dans le temps. L'entreprise doit apprécier à chaque clôture s'il existe un indice montrant qu'un actif a pu perdre de sa valeur. Que la durée d'utilisation soit limitée ou non, les éléments de l'actif immobilisé font l'objet d'une dépréciation lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Pour rappel le fonds de commerce est un élément fongible qui se consomme par l'usage et qui peut être remplacé par des choses de même nature, de même quantité ou de même qualité.

La SAS DMS détient un fonds de commerce situé à Poitiers inscrit à l'actif pour une valeur de 52 800 € d'une durée d'utilisation illimitée. La valeur d'un fonds de commerce pour une activité de club de remise en forme peut s'apprécier pour un montant proche de 100 % du CA. Le club a réalisé un CA de 428 245 € en 2018.

La SAS DMS détient un fonds de commerce situé à Ceyrat inscrit à l'actif pour une valeur de 200 € d'une durée d'utilisation illimitée. La valeur d'un fonds de commerce pour une activité de club de remise en forme peut s'apprécier pour un montant proche de 100 % du CA. Le club a réalisé un CA de 231 001 € sur 12 mois en 2018.

Aucune dépréciation n'a été constatée car il n'y a pas d'indice de perte de valeur avérée.

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2018 au 31/12/2018

Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Logiciels informatiques	Linéaire	2 à 5 ans
Matériel	Linéaire	1 à 7 ans
Agencements	Linéaire	3 à 10 ans
Matériel de bureau et inform	Linéaire	3 à 4 ans
Mobilier	Linéaire	4 à 5 ans

Evaluation des matières et marchandises

(PCG Art. 831-2)

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition selon la méthode du dernier prix d'achat connu.

Les frais de stockage n'ont pas été pris en compte pour l'évaluation des stocks.

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Une dépréciation est constatée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Créances clients et comptes rattachés	3 884
Autres créances	5 489
Total	9 373

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	386
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	30 059
Dettes fiscales et sociales	25 505
Total	55 950

ANNEXE

Exercice du 01/01/2018 au 31/12/2018

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	49 955
Total	49 955
Produits constatés d'avance	Montant
Produits d'exploitation	5 836
Total	5 836

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -

Effectif moyen

(PCG Art. 831-3)

	Personnel salarié
Employés	13
Total	13

Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 4 350 euros, décomposés de la manière suivante :

- honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes : 4 350 euros

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

Dettes garanties par des sûretés réelles

(PCG Art. 531-2/9)

	Montant garanti
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	407 990
Total	407 990

Détail des dettes garanties par des sûretés réelles

Emprunt du : CREDIT AGRICOLE
Montant initial de cette garantie : 604 000
Montant restant dû en capital : 139 563
Date de fin d'échéance de la garantie : 30/06/2020
Nature de la sûreté réelle : Nantissement du fonds de commerce situé 14 avenue
Jean Charles Rivet - 19100 BRIVE LA GAILLARDE

Emprunt du : CIC (emprunt 80 K€)
Montant initial de cette garantie : 40 000
Montant restant dû en capital : 9 774
Date de fin d'échéance de la garantie : 10/07/2019
Nature de la sûreté réelle : Nantissement de compte bancaire rémunéré

Emprunt du : CREDIT AGRICOLE

ANNEXE

Exercice du 01/01/2018 au 31/12/2018

Montant initial de cette garantie : 450 000
Montant restant dû en capital : 241 597
Date de fin d'échéance de la garantie : 18/08/2022
Nature de la sûreté réelle : Nantissement du fonds de commerce situé 2 rue
: Bessie Coleman - 86000 POITIERS

Emprunt du : CAISSE EPARGNE
Montant initial de cette garantie : 20 000
Montant restant dû en capital : 17 056
Date de fin d'échéance de la garantie : 05/03/2023
Nature de la sûreté réelle : Nantissement du fonds de commerce situé 10 avenue
: de Royat - CC Intermarché - 63 122 CEYRAT

Engagements financiers

(PCG Art. 531-2/9)

Engagements reçus

Avals cautions accordés	241 229
Total	241 229

Détail des cautions données

Caution donnée au profit du : CREDIT AGRICOLE
Nom des personnes ayant donné leur caution : DSD HOLDING
Montant initial de la caution : 95 000
Montant restant dû de la caution : 91 892

Caution donnée au profit du : CREDIT AGRICOLE
Nom des personnes ayant donné leur caution : SIAGI GARANTIE IMMOBILIERE (60 % limité à 24
Montant initial de la caution : 240 000
Montant restant dû de la caution : 139 563

Caution donnée au profit du : CIC
Nom des personnes ayant donné leur caution : CHRISTOPHE DELOUCHE
Montant initial de la caution : 80 000
Montant restant dû de la caution : 9 774

ANNEXE

Exercice du 01/01/2018 au 31/12/2018

Crédit bail

(Code monétaire et financier R 313-14; PCG Art.531-2/9)

Nature	Terrains	Constructions	Instal.Matériel et Outillage	Autres	Total
Valeur d'origine			800 516		800 516
Amortissements					
- cumuls exercices antérieurs			117 821		117 821
- dotations de l'exercice			157 825		157 825
Total			275 646		275 646
Redevances payées					
- cumuls exercices antérieurs			127 726		127 726
- exercice			172 026		172 026
Total			299 752		299 752
Redevances restant à payer					
- à un an au plus			165 821		165 821
- entre 1 et 5 ans			393 322		393 322
Total			559 143		559 143
Valeur résiduelle					
- à un an au plus			2 019		2 019
- entre 1 et 5 ans			66 501		66 501
Total			68 520		68 520
Montant en charge sur l'exercice			171 605		171 605

Engagement en matière de pensions et retraites

(PCG Art. 531-2/9, Art. 832-13)

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite.
Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite.
Compte tenu de l'âge et de l'ancienneté du personnel, le montant des indemnités de départ en retraite n'est pas significatif.
Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au titre de cet exercice.

- INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES -

Produits et charges exceptionnels

(PCG Art. 831-2/13)

Nature	Montant	imputé au compte
Produits exceptionnels		
- Régularisation compte tiers	4 733	
Total	4 733	
Charges exceptionnelles		
- Pénalités et amendes	53	
- Régularisation compte tiers	839	
- Dotations dépréciations dépôt de garanti	6 375	
Total	7 267	

ANNEXE

Exercice du 01/01/2018 au 31/12/2018

Transferts de charges

(PCG Art. 831-2/13)

Nature	Montant
Remboursement d'assurance	18 545
Refacturation de charges	12 620
Avantages en nature véhicules	9 193
Aide à l'embauche	2 575
Total	42 933

DMS

Société par actions simplifiée au capital de 5 000 euros
Siège social : Rue Bessie Coleman, 86000 POITIERS

482 395 308 RCS POITIERS

**DÉCISION D'AFFECTATION DU RÉSULTAT
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2018**

**DÉCISIONS DE L'ASSOCIÉE UNIQUE
DU 28 MAI 2019**

L'associée unique décide d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2018 s'élevant à 6 111,79 euros de la manière suivante :

Bénéfice de l'exercice	6 111,79 euros
------------------------	----------------

Au compte "autres réserves" qui s'élève ainsi à 43 654,91 euros.	6 111,79 euros
--	-----------------------

Conformément à la loi, l'associée unique prend acte que les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

Exercice clos le 31 août 2015 :

240 000 euros, soit 480 euros par titre, intégralement éligibles à l'abattement de 40 %.

Exercice clos le 31 août 2016 : Néant

Exercice clos le 31 décembre 2017 :

80 000 euros, soit 160 euros par titre, intégralement éligible à l'abattement de 40 %.

Certifié conforme
La Présidente

DSD HOLDING
Repr. par la société CDH
Elle-même repr. Christophe DELOUCHE





B.T.B. AUDIT

Michel BARTHELEMY,
Arnaud TRASSOUDAIN &
Marie-Pierre BARTHELEMY
Commissaires aux comptes

15 Rue Cugnot
63540 ROMAGNAT

Tél. 04 73 35 32 50
Fax. 04 73 35 11 84
Email. contact@btbassocies.fr

DMS

Société par Actions Simplifiée au capital de 5 000 €

Rue Bessie Coleman
86000 POITIERS

R.C.S. Poitiers n°482 395 308

Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2018

Société à responsabilité limitée
au capital de 239 289 €
R.C.S. CLERMONT-FERRAND 819 887 027
SIRET : 819 887 027 00012
APE : 6920 Z

Membre de la Compagnie Régionale
des Commissaires aux Comptes de Riom





A l'associée unique de la société DMS,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société DMS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la présidente.



Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances

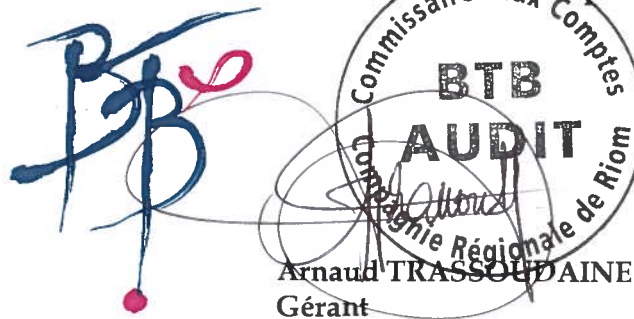


susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Romagnat, le 24 mai 2019

Pour la société **B.T.B. AUDIT**
Commissaires aux comptes



Arnaud TRASSOU DAINE
Gérant

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2018 12			Exercice N-1 31/12/2017 16	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net	Euros	%
	Capital souscrit non appelé (I)						
ACTIF IMMOBILISÉ	Immobilisations incorporelles						
	Frais d'établissement						
	Frais de développement						
	Concessions, brevets et droits similaires	19 898	14 468	5 430	8 668	- 3 238	- 37. 36
	Fonds commercial (1)	73 000		73 000	72 800	200	0. 27
	Autres immobilisations incorporelles						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains						
	Constructions						
	Installations techniques, matériel et outillage	345 882	286 195	59 687	55 464	4 223	7. 61
	Autres immobilisations corporelles	1 612 610	1 026 639	585 971	630 149	- 44 178	- 7. 01
	Immobilisations en cours						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations financières (2)						
	Participations mises en équivalence						
	Autres participations						
	Créances rattachées à des participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts						
	Autres immobilisations financières	73 380	6 375	67 005	70 649	- 3 645	- 5. 16
	Total II	2 124 769	1 333 677	791 092	837 730	- 46 638	- 5. 57
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours						
	Matières premières, approvisionnements	11 129		11 129	8 359	2 770	33. 14
	En-cours de production de biens						
	En-cours de production de services						
	Produits intermédiaires et finis						
	Marchandises	5 281		5 281	3 717	1 564	42. 08
	Avances et acomptes versés sur commandes	12 001		12 001	12 701	- 701	- 5. 52
	Créances (3)						
	Clients et comptes rattachés	19 683		19 683	13 098	6 585	50. 27
	Autres créances	140 378		140 378	444 703	- 304 325	- 68. 43
	Capital souscrit - appelé, non versé						
	Valeurs mobilières de placement				5 702	- 5 702	- 100. 00
	Disponibilités	26 485		26 485	9 697	16 788	173. 12
	Charges constatées d'avance (3)	49 955		49 955	21 505	28 451	132. 30
	Total III	264 912		264 912	519 482	- 254 570	- 49. 00
Comptes de Régularisation	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)						
	Primes de remboursement des obligations (V)						
	Ecart de conversion actif (VI)						
	TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)	2 389 681	1 333 677	1 056 004	1 357 213	- 301 209	- 22. 19

(1) Dont droit au bail

20 000

(2) Dont à moins d'un an

- 0

(3) Dont à plus d'un an

EXCO CLERMONT FERRAND

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2018 12	Exercice N-1 31/12/2017 16	Ecart N / N-1	
				Euros	%
CAPITAUX PROPRES	Capital (Dont versé : 5 000) Primes d'émission, de fusion, d'apport Ecart de réévaluation	5 000	5 000		
	Réserves				
	Réserve légale	500	500		
	Réserves statutaires ou contractuelles				
	Réserves réglementées				
	Autres réserves	37 543	36 212	1 332	3.68
	Report à nouveau				
	Résultat de l'exercice (Bénéfice ou perte)	6 112	81 332	- 75 220	- 92.49
	Subventions d'investissement Provisions réglementées				
	Total I	49 155	123 043	- 73 888	- 60.05
AUTRES FONDS PROPRES	Produit des émissions de titres participatifs Avances conditionnées				
	Total II				
PROVISIONS	Provisions pour risques Provisions pour charges				
	Total III				
DETTES (1)	Dettes financières				
	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts auprès d'établissements de crédit	507 900	569 204	- 61 304	- 10.77
	Concours bancaires courants	161	30 732	- 30 571	- 99.48
	Emprunts et dettes financières diverses	31 235	216 126	- 184 890	- 85.55
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours				
	Dettes d'exploitation				
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	387 680	335 861	51 819	15.43
	Dettes fiscales et sociales	69 453	79 651	- 10 198	- 12.80
Comptes de Régularisation	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	4 584		4 584	
	Autres dettes		8	- 8	- 100.00
	Produits constatés d'avance (1)	5 836	2 588	3 248	125.52
	Total IV	1 006 849	1 234 170	- 227 320	- 18.42
	Ecart de conversion passif (V)				
	TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)	1 056 004	1 357 213	- 301 209	- 22.19

(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an

691 932

843 236

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 31/12/2018 12			Exercice N-1 31/12/2017 16		Ecart N / N-1	
	France	Exportation	Total			Euros	%
Produits d'exploitation (1)							
Ventes de marchandises							
Production vendue de biens							
Production vendue de services	1 888 503		1 888 503	2 318 312		149 769	8.61
Chiffre d'affaires NET	1 888 503		1 888 503	2 318 312		149 769	8.61
Production stockée							
Production immobilisée							
Subventions d'exploitation							
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			42 932	62 888		- 4 233	- 8.98
Autres produits			4	38		- 24	- 84.11
Total des Produits d'exploitation (I)			1 931 439	2 381 237		145 512	8.15
Charges d'exploitation (2)							
Achats de marchandises			4 547	2 091		2 979	190.00
Variation de stock (marchandises)			- 1 564	1 053		- 2 354	- 298.12
Achats de matières premières et autres approvisionnements			30 517	- 1 013		31 276	NS
Variation de stock (matières premières et autres approvisionnements)			- 2 770	8 510		- 9 153	- 143.41
Autres achats et charges externes *			1 274 480	1 455 266		183 031	16.77
Impôts, taxes et versements assimilés			42 507	38 027		13 986	49.04
Salaires et traitements			284 319	356 358		17 050	6.38
Charges sociales			74 641	99 908		- 290	- 0.39
Dotations aux amortissements et dépréciations							
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			175 809	231 978		1 825	1.05
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations							
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations							
Dotations aux provisions							
Autres charges			28 854	32 998		4 106	16.59
Total des Charges d'exploitation (II)			1 911 338	2 225 174		242 458	14.53
1 - Résultat d'exploitation (I-II)			20 101	156 062		- 96 946	- 82.83
Quotes-parts de Résultat sur opération faites en commun							
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)							
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)							

* Proratisation de l'écart en fonction du nombre de mois

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 31/12/2018 12	Exercice N-1 31/12/2017 16	Ecart N / N-1	
			Euros	%
Produits financiers				
Produits financiers de participations (3)	608	6 489	- 4 259	- 87. 51
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)	0	0	- 0	- 14. 89
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total V	608	6 489	- 4 259	- 87. 51
Charges financières				
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées (4)	11 410	25 453	- 7 680	- 40. 23
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	26		26	
Total VI	11 436	25 453	- 7 653	- 40. 09
2. Résultat financier (V-VI)	- 10 828	- 18 964	3 394	23. 87
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)	9 273	137 098	- 93 551	- 90. 98
Produits exceptionnels				
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	4 733	4 995	986	26. 32
Produits exceptionnels sur opérations en capital		75	- 56	- 100. 00
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		30 231	- 22 673	- 100. 00
Total VII	4 733	35 302	- 21 744	- 82. 13
Charges exceptionnelles				
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	892	15 449	- 10 695	- 92. 30
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		35 766	- 26 825	- 100. 00
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	6 375		6 375	
Total VIII	7 267	51 216	- 31 144	- 81. 08
4. Résultat exceptionnel (VII-VIII)	- 2 535	- 15 914	9 401	78. 76
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)				
Impôts sur les bénéfices (X)	626	39 853	- 29 264	- 97. 91
Total des produits (I+III+V+VII)	1 936 780	2 423 027	119 509	6. 58
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	1 930 668	2 341 696	174 396	9. 93
5. Bénéfice ou perte (total des produits - total des charges)	6 112	81 332	- 54 887	- 89. 98



* Proratisation de l'écart en fonction du nombre de mois

* Y compris Redevance de crédit bail mobilier
Redevance de crédit bail immobilier
(3) Dont produits concernant les entreprises liées
(4) Dont intérêts concernant les entreprises liées

171 605 139 557

ANNEXE

Exercice du 01/01/2018 au 31/12/2018

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 1 056 004.25 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont le chiffre d'affaires est de 1 888 502.78 Euros et dégageant un bénéfice de 6 111.79 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2018 au 31/12/2018. contrairement à l'exercice précédent ayant une durée de 16 mois.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

Une convention d'intégration fiscale dont le groupe se compose des sociétés suivantes a pris effet le 01/01/2011 (8ème exercice d'intégration) :

- SAS DSD HOLDING
- SAS DMS

La société tête de groupe est la SAS DSD HOLDING, 5 boulevard Anatole France - 19100 BRIVE LA GAILLARDE - N° SIRET = 49920309900027

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

La société a acquis le 01/03/2018 le fonds de commerce situé 10 avenue de Royat - 63 122 CEYRAT.

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

(PCG Art. 831-1/1)



Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général 2016.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2014-03 et des règlements ANC 2015-06 et 2016-07 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2018 au 31/12/2018

Informations relatives au CICE

Il a été comptabilisé en déduction des frais de personnel un produit relatif à l'application du CICE (crédit d'impôt compétitivité emploi) pour un montant de 17 096 €. La société n'a demandé aucun préfinancement au titre de ce mécanisme.

L'utilisation du CICE dans l'entreprise

Le CICE a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises. Au titre de l'année civile écoulée, nous avons dégagé un crédit d'impôt de 17 096 €, que nous avons affecté principalement à des efforts en matière de :

Description des efforts	Montant
- investissement :	17 096
- recherche :	
- d'innovation :	
- formation :	
- recrutement :	
- prospection de nouveaux marchés :	
- transition écologique et énergétique :	
- reconstitution des fonds de roulement :	
Total	17 096

Il n'a donc permis ni de financer une hausse de la part des bénéfices distribués, ni d'augmenter les rémunérations des dirigeants.



- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

ANNEXE

Exercice du 01/01/2018 au 31/12/2018

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles TOTAL	92 698		200
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	309 433		36 449
Installations générales agencements aménagements divers	1 498 031		88 913
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	18 413		7 253
TOTAL	1 825 876		132 615
Prêts, autres immobilisations financières	70 649		2 730
TOTAL	70 649		2 730
TOTAL GENERAL	1 989 224		135 545

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles TOTAL			92 898	92 898
Installations techniques, Matériel et outillage industriel			345 882	345 882
Installations générales agencements aménagements divers			1 586 944	1 586 944
Matériel de bureau et informatique, Mobilier			25 666	25 666
TOTAL			1 958 491	1 958 491
Prêts, autres immobilisations financières			73 380	73 380
TOTAL			73 380	73 380
TOTAL GENERAL			2 124 769	2 124 769

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice	Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles TOTAL	11 230	3 238		14 468
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	253 969	32 226		286 195
Installations générales agencements aménagements divers	871 995	137 012		1 009 007
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	14 300	3 332		17 632
TOTAL	1 140 263	172 571		1 312 834
TOTAL GENERAL	1 151 493	175 809		1 327 302

Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Autres immob.incorporelles TOTAL	3 238				
Instal.techniques matériel outillage indus.	32 226				
Instal.générales agenc.aménag.divers	137 012				
Matériel de bureau informatique mobilier	3 332				
TOTAL	172 571				
TOTAL GENERAL	175 809				



ANNEXE

Exercice du 01/01/2018 au 31/12/2018

Etat des provisions

Provisions pour dépréciation	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Sur autres immobilisations financières		6 375			6 375
TOTAL		6 375			6 375
TOTAL GENERAL		6 375			6 375
Dont dotations et reprises exceptionnelles		6 375			

Etat des échéances des créances et des dettes

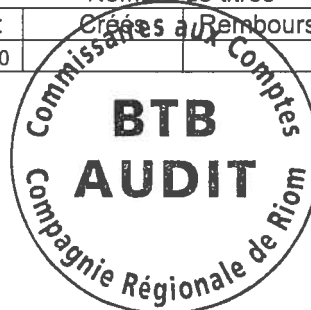
Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres immobilisations financières	73 380	- 0	73 380
Autres créances clients	19 683	19 683	
Taxe sur la valeur ajoutée	63 584	63 584	
Divers état et autres collectivités publiques	4 409	4 409	
Groupe et associés	71 002	71 002	
Débiteurs divers	1 383	1 383	
Charges constatées d'avance	49 955	49 955	
TOTAL	283 396	210 016	73 380

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes ets crédit à 1 an maximum à l'origine	386	386		
Emprunts et dettes ets crédit à plus de 1 an à l'origine	507 675	192 758	314 917	
Fournisseurs et comptes rattachés	387 680	387 680		
Personnel et comptes rattachés	31 406	31 406		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	17 030	17 030		
Taxe sur la valeur ajoutée	13 407	13 407		
Autres impôts taxes et assimilés	7 610	7 610		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	4 584	4 584		
Groupe et associés	31 235	31 235		
Produits constatés d'avance	5 836	5 836		
TOTAL	1 006 849	691 932	314 917	
Emprunts souscrits en cours d'exercice	125 000			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	186 203			

Composition du capital social

(PCG Art. 831-3 et 832-13)

Différentes catégories de titres	Valeurs nominales en euros	Nombre de titres		
		Au début	Créés et Remboursés	En fin
Actions	10.0000	500		500



ANNEXE

Exercice du 01/01/2018 au 31/12/2018

Fonds commercial

(Code du Commerce Art. R 123-186; PCG Art. 831-2/10)

Nature	Montant des éléments				Montant de la dépréciation
	Achetés	Réévalués	Reçus en apport	Global	
Fonds Poitiers Porteau	52 800			52 800	
Fonds Ceyrat	200			200	
Total	53 000			53 000	

Le règlement n°2015-06 du 23 novembre 2015 de l'ANC introduit la possibilité d'amortir le fonds de commerce pour les fonds de commerce dont l'utilisation est limitée dans le temps. L'entreprise doit apprécier à chaque clôture s'il existe un indice montrant qu'un actif a pu perdre de sa valeur. Que la durée d'utilisation soit limitée ou non, les éléments de l'actif immobilisé font l'objet d'une dépréciation lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Pour rappel le fonds de commerce est un élément fongible qui se consomme par l'usage et qui peut être remplacé par des choses de même nature, de même quantité ou de même qualité.

La SAS DMS détient un fonds de commerce situé à Poitiers inscrit à l'actif pour une valeur de 52 800 € d'une durée d'utilisation illimitée. La valeur d'un fonds de commerce pour une activité de club de remise en forme peut s'apprécier pour un montant proche de 100 % du CA. Le club a réalisé un CA de 428 245 € en 2018.

La SAS DMS détient un fonds de commerce situé à Ceyrat inscrit à l'actif pour une valeur de 200 € d'une durée d'utilisation illimitée. La valeur d'un fonds de commerce pour une activité de club de remise en forme peut s'apprécier pour un montant proche de 100 % du CA. Le club a réalisé un CA de 231 001 € sur 12 mois en 2018.

Aucune dépréciation n'a été constatée car il n'y a pas d'indice de perte de valeur avérée.

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.



ANNEXE

Exercice du 01/01/2018 au 31/12/2018

Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Logiciels informatiques	Linéaire	2 à 5 ans
Matériel	Linéaire	1 à 7 ans
Agencements	Linéaire	3 à 10 ans
Matériel de bureau et inform	Linéaire	3 à 4 ans
Mobilier	Linéaire	4 à 5 ans

Evaluation des matières et marchandises

(PCG Art. 831-2)

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition selon la méthode du dernier prix d'achat connu.

Les frais de stockage n'ont pas été pris en compte pour l'évaluation des stocks.

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Une dépréciation est constatée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Créances clients et comptes rattachés	3 884
Autres créances	5 489
Total	9 373

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	386
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	30 059
Dettes fiscales et sociales	25 505
Total	55 950



ANNEXE

Exercice du 01/01/2018 au 31/12/2018

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	49 955
Total	49 955
Produits constatés d'avance	Montant
Produits d'exploitation	5 836
Total	5 836

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -

Effectif moyen

(PCG Art. 831-3)

	Personnel salarié
Employés	13
Total	13

Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 4 350 euros, décomposés de la manière suivante :

- honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes : 4 350 euros

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

Dettes garanties par des sûretés réelles

(PCG Art. 531-2/9)

	Montant garanti
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	407 990
Total	407 990



Détail des dettes garanties par des sûretés réelles

Emprunt du : CREDIT AGRICOLE
 Montant initial de cette garantie : 604 000
 Montant restant dû en capital : 139 563
 Date de fin d'échéance de la garantie : 30/06/2020
 Nature de la sûreté réelle : Nantissement du fonds de commerce situé 14 avenue Jean Charles Rivet - 19100 BRIVE LA GAILLARDE

Emprunt du : CIC (emprunt 80 K€)
 Montant initial de cette garantie : 40 000
 Montant restant dû en capital : 9 774
 Date de fin d'échéance de la garantie : 10/07/2019
 Nature de la sûreté réelle : Nantissement de compte bancaire rémunéré

Emprunt du : CREDIT AGRICOLE

ANNEXE

Exercice du 01/01/2018 au 31/12/2018

Montant initial de cette garantie : 450 000
Montant restant dû en capital : 241 597
Date de fin d'échéance de la garantie : 18/08/2022
Nature de la sûreté réelle : Nantissement du fonds de commerce situé 2 rue
: Bessie Coleman - 86000 POITIERS

Emprunt du : CAISSE EPARGNE
Montant initial de cette garantie : 20 000
Montant restant dû en capital : 17 056
Date de fin d'échéance de la garantie : 05/03/2023
Nature de la sûreté réelle : Nantissement du fonds de commerce situé 10 avenue
: de Royat - CC Intermarché - 63 122 CEYRAT

Engagements financiers

(PCG Art. 531-2/9)

Engagements reçus

Avals cautions accordés	241 229
Total	241 229

Détail des cautions données

Cautions données au profit du : CREDIT AGRICOLE
Nom des personnes ayant donné leur caution : DSD HOLDING
Montant initial de la caution : 95 000
Montant restant dû de la caution : 91 892

Cautions données au profit du : CREDIT AGRICOLE
Nom des personnes ayant donné leur caution : SIAGI GARANTIE IMMOBILIERE (60 % limité à 240
Montant initial de la caution : 240 000
Montant restant dû de la caution : 139 563

Cautions données au profit du : CIC
Nom des personnes ayant donné leur caution : CHRISTOPHE DELOUCHE
Montant initial de la caution : 80 000
Montant restant dû de la caution : 9 774



ANNEXE

Exercice du 01/01/2018 au 31/12/2018

Crédit bail

(Code monétaire et financier R 313-14, PCG Art.531-2/9)

Nature	Terrains	Constructions	Instal.Matériel et Outillage	Autres	Total
Valeur d'origine			800 516		800 516
Amortissements					
- cumuls exercices antérieurs			117 821		117 821
- dotations de l'exercice			157 825		157 825
Total			275 646		275 646
Redevances payées					
- cumuls exercices antérieurs			127 726		127 726
- exercice			172 026		172 026
Total			299 752		299 752
Redevances restant à payer					
- à un an au plus			165 821		165 821
- entre 1 et 5 ans			393 322		393 322
Total			559 143		559 143
Valeur résiduelle					
- à un an au plus			2 019		2 019
- entre 1 et 5 ans			66 501		66 501
Total			68 520		68 520
Montant en charge sur l'exercice			171 605		171 605

Engagement en matière de pensions et retraites

(PCG Art. 531-2/9, Art. 832-13)

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite. Compte tenu de l'âge et de l'ancienneté du personnel, le montant des indemnités de départ en retraite n'est pas significatif. Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au titre de cet exercice.

- INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Produits et charges exceptionnels

(PCG Art. 831-2/13)

Nature	Montant	imputé au compte
Produits exceptionnels		
- Regularisation compte tiers	4 733	
Total	4 733	
Charges exceptionnelles		
- Pénalités et amendes	53	
- Régularisation compte tiers	839	
- Dotations dépréciations dépôt de garanti	6 375	
Total	7 267	



ANNEXE

Exercice du 01/01/2018 au 31/12/2018

Transferts de charges

(PCG Art. 831-2/13)

Nature	Montant
Remboursement d'assurance	18 545
Refacturation de charges	12 620
Avantages en nature véhicules	9 193
Aide à l'embauche	2 575
Total	42 933

